

Paris, le 4 octobre 2019

A l'attention de la Commission de Régulation de l'Energie

Consultation Publique N° 2019-014 du 23 juillet, relative à la structure du prochain
tarif d'utilisation des infrastructures de stockage souterrain de gaz naturel de
Storengy, Terega et Géomethane

Préambule

L'industrie papetière française est fortement dépendante du gaz naturel, comme en atteste la consommation annuelle, qui est de l'ordre de 10 TWh. Par ailleurs, pour de nombreux sites, le coût du gaz naturel représente un poids important dans le coût de revient des papiers et cartons. Toute évolution réglementaire touchant le coût du gaz naturel a donc de forts impacts sur la compétitivité des usines du secteur papetier, alors que ce secteur est soumis à une concurrence internationale importante (près de 60 % de la consommation française de papiers et cartons est importée).

La CRE a ouvert une consultation relative à la structure du prochain tarif d'utilisation des infrastructures de stockage souterrain de gaz naturel (ATS2). Cette consultation, qui se clôt le 4 octobre au soir, porte sur de nombreux aspects de la tarification.

Synthèse

En substance, COPACEL constate une forte inflation du niveau des charges à couvrir demandées par l'ensemble des opérateurs de stockage depuis que les opérateurs ont la garantie de voir leurs charges couvertes par les tarifs régulés.

COPACEL est favorable à l'ensemble des propositions formulées par la CRE qui permettent de contenir le niveau des charges à couvrir par le tarif ATS2 avec en particulier :

- la proposition d'introduire une différenciation de la rémunération entre les actifs historiques et celle des nouveaux actifs ;
- la proposition de ne pas couvrir le coût de démantèlement des trois stockages sous-cocon bien avant que les activités de stockage ne soient régulées ;

COPACEL constate que le manque de visibilité sur les résultats des enchères des capacités de stockage induit un manque de visibilité pour les consommateurs finals sur la compensation stockage. En conséquence, COPACEL demande que :

- un prix de réserve soit mis en place lors de la commercialisation des capacités de stockage ;
- un accès privilégié aux enchères soit mis en place pour les consommateurs gazo-intensifs ;
- le terme de stockage ne puisse pas évoluer de plus de 2% par an ;

COPACEL demande au régulateur de s'assurer que les plans d'investissement soient correctement dimensionnés par rapport aux besoins en termes de sécurité d'approvisionnement.

1/ Quelle est votre position quant à l'introduction éventuelle d'une différenciation entre la rémunération des actifs historiques et des niveaux actifs pour le tarif ATS2 ?

Le revenu autorisé prévisionnel de chaque opérateur de réseau doit couvrir ses coûts de fonctionnement. Ce coût intègre un taux de rémunération des actifs fondé sur une évaluation du coût moyen pondéré du capital (CMPC). Compte tenu du contexte actuel de baisse des taux d'intérêt, il est nécessaire de pouvoir réajuster ce taux de rémunération.

COPACEL est favorable à la proposition d'introduire une différenciation entre la rémunération des actifs historiques et celle des nouveaux actifs, car cette disposition permet de rémunérer les opérateurs de réseaux selon leurs coûts de fonctionnement, tout en répercutant la baisse des taux d'intérêts dans les tarifs de transport de gaz.

2/ Avez-vous des remarques concernant le traitement des actifs cédés envisagé par la CRE pour le tarif ATS2 ?

Les actifs qui ont été intégrés dans la base d'actifs régulés ont été financés par les consommateurs de gaz. Prendre en compte les produits de cession de ces actifs, via le compte de régularisation des charges et des produits (CRCP), permet de faire bénéficier les consommateurs des gains tirés de la vente de ces actifs. **COPACEL est donc favorable aux remarques du régulateur concernant le traitement des actifs cédés**. La CRE devra également être attentive au prix de cession de ces actifs.

3/ Etes-vous favorable aux grands principes tarifaires que la CRE envisage pour le tarif ATS2 ?

COPACEL est favorable à la proposition de la CRE de ne pas intégrer les coûts de démantèlement des sites de Sainte Clair sur Epte, Soings-en-Sologne et Trois-Fontaines dans le périmètre des charges à couvrir par le tarif ATS2.

4/ Etes-vous favorable au calendrier et aux principes d'évolution tarifaire envisagés par la CRE pour le tarif ATS2 ?

COPACEL considère que la mise en place du **mécanisme de compensation stockage est particulièrement défavorable aux consommateurs de gaz** compte tenu du manque de visibilité sur les recettes directement perçues par les opérateurs de stockage via la commercialisation de leurs capacités aux enchères. COPACEL demande donc au régulateur que les capacités de stockage soient commercialisées avec un prix de réserve afin que les charges à couvrir des stockages soient mieux réparties entre les consommateurs et les clients des stockages, tout en assurant la sécurité d'approvisionnement de la France.

5/ Etes-vous favorable au périmètre des charges et produits couverts par le CRCP envisagé par la CRE pour le tarif ATS2 ?

COPACEL est favorable à la définition du nouveau périmètre du CRCP proposé par la CRE. Un périmètre du CRCP défini au plus juste permet d'inciter les opérateurs de stockage à maîtriser leurs charges d'exploitation sur les postes de charges considérés comme raisonnablement prévisibles.

6/ Etes-vous favorable aux mécanismes de régulation incitative des investissements proposés par la CRE pour le tarif ATS2 ?

COPACEL est favorable à la proposition de la CRE de mettre en place un mécanisme de régulation incitatif à la maîtrise des coûts pour les opérateurs de stockage.

7/ Etes-vous favorable au dispositif de régulation incitative à la qualité de service, notamment environnementale, envisagé par la CRE pour le tarif ATS2 ?

COPACEL est favorable à la proposition de la CRE d'introduire des indicateurs de suivi opérationnels et environnementaux des sites de stockage sans incitations financières pour les opérateurs de stockage.

8/ Etes-vous favorable à ce que les opérateurs de stockage reçoivent un bonus / malus équivalent à 0,5% des premiums des enchères de stockage lorsque le niveau de filet de sécurité est atteint ?

COPACEL est favorable à la proposition de la CRE de limiter le premium obtenu par les opérateurs de stockage. Ce système de bonus / malus pour les opérateurs de stockage devrait être **limité à 0,5% des premiums des enchères de stockage** si l'on compare le bonus des opérateurs de stockage avec le bonus reçus par les gestionnaires de réseau en 2019.

9/ Etes-vous favorable à la fixation dans le tarif des pénalités à verser par l'opérateur de stockage à un client en cas de non disponibilité des capacités achetées par celui-ci ?

COPACEL ne se prononce pas sur le mécanisme de fixation des pénalités en cas de non disponibilité des capacités de stockage.

10/ Avez-vous des remarques concernant le cadre de régulation incitative de l'innovation et de la R&D envisagé par la CRE pour le tarif ATS2 ?

COPACEL ne se prononce pas sur le cadre de régulation incitative de l'innovation et de la R&D.

11/ Etes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE concernant le niveau des charges à couvrir pour les périodes ATS2 pour Storengy, Téréga et Géométhane ?

COPACEL constate une forte inflation du niveau des charges à couvrir demandées par l'ensemble des opérateurs de stockage depuis que les opérateurs de stockage ont la garantie de voir leurs charges couvertes.

COPACEL demande à la CRE de vérifier à ce que le niveau des charges à couvrir soit correctement dimensionné par rapport aux besoins en termes de sécurité d'approvisionnement.

COPACEL (Union Française des Industries des Cartons, Papiers et Celluloses) est un syndicat professionnel qui représente les entreprises françaises productrices de pâtes, papiers et cartons. COPACEL rassemble 75 entreprises, employant plus de 14 000 personnes, et totalisant un chiffre d'affaires de près de 6,5 milliards d'euros.

Contact : Olivier Riu, olivier.riu@copacel.fr, 01 53 89 24 53
